

OBSERVATOIRE DES ARMES EXPLOSIVES 2023

En 2023, un tiers du globe a été touché par les armes explosives

Lyon, le 18 avril 2024. Le 22 avril, le réseau international sur les armes explosives (INEW) publie l'Observatoire 2023 des armes explosives. Ce rapport mondial sur les incidents, les pratiques et les dommages causés par les bombardements et les pilonnages sur les villes et les zones peuplées fait état d'une hausse exponentielle de victimes civiles, et indique que 75 pays et territoires – soit un tiers des pays et des territoires dans le monde – ont été touchés par l'utilisation des armes explosives au cours de l'année 2023. Gaza est l'un des principaux territoires touchés par les bombardements et les pilonnages en zones peuplées, avec 60% des logements et infrastructures endommagés ou détruits en 6 mois d'hostilité.

Note aux rédactions :

_ Les experts plaidoyer de Handicap International sont disponibles pour répondre à des interviews sur ce rapport, en amont et en aval de sa sortie. N'hésitez pas à revenir vers Clara Amati (c.amati@hi.org / 06 98 65 63 94) pour toute question.

Une hausse exponentielle du nombre de victimes

L'Observatoire des armes explosives, composé de membres du Réseau International sur les armes explosives (INEW), publiera le **22 avril** un rapport sur les **dommages causés par l'utilisation des armes explosives en zones peuplées** en 2023.

Le rapport indique que les civils d'au moins **75 pays et territoires ont été affectés par l'utilisation d'armes explosives en 2023**, ce qui représente près d'un tiers du globe. **Le nombre de civils tués par des armes explosives a, en outre, explosé en 2023**, avec une **hausse de 122 % de civils tués** par rapport à l'année 2021. Une augmentation de 69 % des incidents liés à l'utilisation d'armes explosives a aussi été relevée.¹ Parmi ces incidents, **les frappes aériennes** sont responsables de 67 % des décès de civils. **A noter que 90 % des personnes blessées par les frappes aériennes sont des civils lorsque ces attaques ont lieu dans les villes.**

L'Observatoire 2023 des armes explosives attribue en grande partie cette augmentation à l'utilisation d'armes explosives à Gaza. Le nombre de civils tués a

/ Contact presse

Clara Amati

M. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org

¹ Données issues du [rapport annuel de l'AOAV](#).

également augmenté dans d'autres pays et territoires en 2023, notamment au **Soudan, au Myanmar, en Syrie et au Pakistan**. Des morts civils ont également été rapportés en Ukraine, en Éthiopie, en Afghanistan, au Yémen, en Irak, etc.

Utilisation des armes explosives : infrastructures vitales touchées, schéma de violence systématique

Les bombardements et les pilonnages en zones peuplées **ont un impact indiscriminé sur les civils**. Ils causent aux civils des dommages systématiquement observés par les organisations humanitaires dans les conflits armés, qui sont **exacerbés dans les zones densément peuplées**, comme Gaza :

- Dans le monde, 90 % des armes explosives dans les zones peuplées touchent des civils.
- Les armes explosives provoquent des blessures complexes difficiles à soigner et entraînent souvent des handicaps.
- Elles détruisent les infrastructures civiles essentielles telles que les hôpitaux, les écoles et les maisons. A noter, en 2023, des armes explosives ont été utilisées dans **763 attaques** contre des établissements de santé dans **20 pays et territoires** – un chiffre en hausse de 12 %, comparé aux 682 incidents affectant les soins de santé en 2022.²
- Elles provoquent des déplacements massifs de populations qui tentent de se protéger des bombardements et des pilonnages.
- Elles laissent des restes explosifs de guerre, empêchant la population de revenir une fois les combats terminés et obligeant à des opérations de déminage longues et complexes.

Gaza, symbole du déchainement de la violence explosive

Les bombardements israéliens sur la bande de Gaza et les six mois d'hostilités ont endommagé ou détruit plus de 60 % des logements³ et anéanti la plupart des infrastructures dans le nord et le centre.

« Les Palestiniens ont été forcés de quitter leurs maisons pour échapper aux bombardements et aux pilonnages incessants. Ils ont été forcés d'abandonner les maisons qu'ils avaient construites pour des tentes qui fuient sous la pluie et ne peuvent pas être chauffées. Les rues sont jonchées de tentes. Chaque trottoir, chaque coin de rue est occupé par des abris. Les espaces publics sont également saturés, chaque personne s'installant là où l'espace est disponible. Presque aucun service n'est fourni : il n'y a pas d'eau courante, les déchets s'accumulent dans les rues en l'absence de ramassage régulier, les centres d'hébergement débordent de personnes déplacées. Il n'y a que quatre distributeurs automatiques de billets où les foules attendent du lever au coucher du soleil

/ Contact presse

Clara Amati

M. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org

² [Explosive Weapons Monitor 2021-2022: Two Years of Global Harm to Civilians from the Use of Explosive Weapons in Populated Areas](#)

³ <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/db985000fa4b7237616dbca501d674dc-0280012024/original/PalestinianEconomicNote-Feb2024-Final.pdf>

qu'ils soient réapprovisionnés. Parmi les travailleurs humanitaires, beaucoup sont eux-mêmes déplacés. »

Témoignage de Jean-Pierre Delomier, Directeur adjoint des opérations internationales après une mission à Rafah

Les personnes qui retournent actuellement à Khan Younes, à Gaza, découvrent un paysage de décombres et de débris. La contamination par des munitions non explosées représente un danger pour la population qui revient et entrave toute reconstruction qui nécessitera de longues et complexes opérations de déminage.

Quelle responsabilité des Etats ? La conférence d'Oslo

A ce jour, 86 États ont adhéré à un accord international – officiellement connu sous le nom de « **Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires résultant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées.** » – visant à mieux protéger les civils contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées (EWIPA).

Le 23 avril 2024, plus de 250 délégués de 86 États et de la société civile se réuniront à Oslo pour discuter de la mise en œuvre de cet accord international. **Handicap International interpelle l'ensemble de ces Etats pour agir maintenant. Il est crucial que cet accord se transforme en politiques concrètes.**

« Les informations de l'Observatoire des armes explosives montrent une augmentation dévastatrice des souffrances humaines causées par les bombardements et les pilonnages. Chaque jour, il devient de plus en plus évident que les États doivent agir. Les violences avec des armes explosives a touché 75 pays et territoires, soit un tiers des pays et territoires dans le monde. Les États doivent immédiatement mettre en œuvre l'accord international visant à protéger les civils des conséquences de l'utilisation des armes explosives. Ils doivent mettre en place des politiques concrètes pour atténuer les souffrances humanitaires causées par les bombardements et les pilonnages sur les villes. Nous demandons aux États d'adopter une position ferme lors de la conférence d'Oslo du 23 avril, qui sera la première conférence de mise en œuvre de cet accord international. »

Alma Taslidžan, responsable plaidoyer chez HI pour les armes et la protection des civils

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérables, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), colauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

/ Contact presse

Clara Amati

M. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org